



CTL du 8 juillet 2015

## Déclaration intersyndicale

Monsieur le président,

Les organisations syndicales représentatives ont décidé de ne pas siéger au Comité Technique Local convoqué ce jour. Nous estimons qu'en matière de dialogue social, et tant au plan national que départemental, votre seul rôle consiste à piocher dans les services pour rendre des emplois à l'ogre MAP et traiter agents et représentants des personnels avec le plus profond mépris.

A cet égard nous ne pouvons passer sous silence le contexte contraint que subissent la DGFIP et la DDFiP du Var.

La revue des missions, qui accompagne et favorise même la baisse des moyens alloués à l'action publique (par les coupes budgétaires et les suppressions d'emplois), devient le faire-valoir des expérimentations, de toute nature, qui impactent désormais l'ensemble des missions et des agents.

Nous, représentants de plus de 86 % des personnels de la DDFiP, personnels que vous ne représentez jamais, réfutons cette justification des expérimentations, qui, répond uniquement à une commande gouvernementale et à la mise en œuvre de la démarche stratégique, démarche que nous condamnons unanimement.

Pour nous, les groupes de travail, présidés par un Directeur Général serein et confiant, et déclinés dans le cadre de la revue des missions, ne rassureront pas les agents et leurs représentants. Pourquoi ? Parce que le canevas des évolutions qui inquiètent, a comme enjeu l'adaptation du réseau aux moyens (lesquels fondent comme le ferait la neige dans cette salle de réunion à la climatisation plus que poussive).

Sa déclinaison pluriannuelle a commencé, des plans triennaux remontés des directions locales et validés sont au cœur de votre stratégie.

A cet égard le refus de communiquer vos plans triennaux aux OS alors que ces dernières attendent des informations sur notre devenir est exemplaire du mépris du dialogue social national et local évoqué supra.

Quelle visibilité sur le devenir de la DGFIP donnez-vous aux agents ? Aucune ! Or, sur l'ensemble de territoire se mettent en place des réorganisations hétérogènes, chaque directeur semblant aller de son expérimentation. On assiste à des concentrations de missions, fermetures de sites et expérimentations, comme celle des centres de contact ourdie par la mission SRP, de façon unilatérale, qui déroge aux droits des agents en matière de temps de travail et de règles de gestion.

Au plan national, les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT ont été reçues le 26 juin dernier par le Directeur général et le Directeur général adjoint, au lendemain donc de la réunion qui s'est tenue en présence des Directeurs départementaux et régionaux des finances publiques au cours de laquelle le DG a présenté plusieurs « pistes de réflexion ».

Voici le catalogue des joyeusetés, à savoir les nouvelles expérimentations envisagées en matière de pôles de contentieux judiciaires, de contrôle fiscal, de nouvelles réflexions sur l'E-formation ou la formation des cadres B..., les modalités de recrutement des cadres, les voies et moyens limitant le « turn over » des agents (notamment des agents C), la limitation progressive des paiements en espèce, le bilan des « RAN » en matière d'affectation, la possibilité d'organiser des « compétences croisées » entre directions, révision de nos interventions sur la redevance TV, extension des PNSR...

Pour justifier le choix de sa réflexion, le DG estime qu'il faut alléger la charge de travail des agents et adapter la DG au contexte budgétaire contraint. Sur la retenue à la source, le DG s'est borné à préciser qu'il s'agissait d'une commande politique et que la DGFIP était chargée du dossier.

Pour les organisations syndicales présentes, l'orientation est claire : revoir tout ce qu'est aujourd'hui la DGFIP, y compris les règles de gestion des agents et la mutation pour convenance personnelle ! Rien que ça !

Qui plus est ces réflexions s'engagent alors que nos organisations attendent toujours un point d'étape sur l'ensemble des restructurations achevées, en cours et décidées, le DG ayant totalement éludé la question unanime concernant la nécessaire transparence nationale et locale sur les restructurations.

En conséquence, sachez que les organisations syndicales ont boycotté le CTM du 3 juillet, ainsi que le CTR qui devait se tenir hier matin.

Localement, l'opacité de la transparence dans la gestion du DDFIP crève les yeux : regardons une partie des documents préparatoires joints à l'ordre du jour du CTL convoqué aujourd'hui :

- TBVS : ce document est truffé d'idées toutes faites sur le comportement des agents rencontrant des problèmes de santé (jour de carence) ou sur le changement rapide des équipes de travail (alors que seuls 7,8 % des agents de la DDFIP ont vu leur demande de mutation satisfaite en 2014 !)

- Travaux immobiliers : la fiche est suffisamment courte pour qu'elle entraîne davantage de questions qu'elle ne comporte de réponses (Hyères, La Seyne/Six-Fours), Besagne ou les Lices. On apprend au passage qu'une étude a été menée pour le transfert des services de Vert-Coteau aux Lices, ce qui entraînera de fortes contraintes spatiales pour les agents, une insuffisance criante de places de stationnement et un accès très contraint pour les usagers.

- Restructurations : pour PCR, après l'analyse "métier" assez complète et donc éclairante réalisée par M. Goarant lors du CTL du 2 juin, la gestion PPR et son brouillard légendaire est à nouveau de mise : on évoque des éléments de charge et les conclusions qui en découlent et...c'est tout.

Quant au réseau des trésoreries, chuuuuut , c'est pas nous c'est la NOTRÉ !

Sachez qu'aujourd'hui comme hier nous sommes opposés aux fermetures de trésoreries !

On en restera là sur ces documents pour aujourd'hui, laissant à une autre séance la mission de creuser, creuser ce qui se cache derrière tout ce....vide.

Comment ne pas finir sur le déplacement du secrétaire d'Etat Christian ECKERT venu inaugurer le nouveau patrouilleur des douanes à La Seyne. Le DDFiP du Var aura brillé aux cotés de Monsieur ECKERT grâce à l'argent prélevé sur le budget de l'action sociale destiné aux agents. Nous attendons avec impatience les photos sur Ulysse ROBERT, non, pardon, Ulysse Var !

Pour terminer cette déclaration axée sur le dialogue social, nous voudrions vous rappeler, toutes organisations confondues, les nombreux mels adressés tout au long de l'année et restés sans réponse, ou auxquels vous croyez avoir répondu et qui, à eux seuls, sont éclairants du mépris dans lequel vous nous tenez, nous qui sommes vos ''partenaires sociaux''